

« Le gouvernement wallon a noirci la situation pour justifier sa politique d'austérité. »

Stéphane HAZÉE, Écolo

340 millions. Les économies prévues en 2015 rien qu'en investissements.

Écolo critique vivement le budget wallon 2015

« Non, ce budget ne sera pas indolore »

Alors que le budget 2015 entame son périple au Parlement wallon, Écolo en donne déjà son analyse globale.

• **Martial DUMONT**

Stéphane Hazée et le groupe Écolo ne sont pas tendres avec le projet de budget du gouvernement Magrette dont l'analyse commence au Parlement. Dézinguage en quelques points.

1. L'austérité pour revenir rapidement à l'équilibre Selon Stéphane Hazée, 60 % des efforts pour revenir à l'équilibre en 2017 sont faits... dès 2015. Pire, dit-il : le gouvernement a effectué ce choix qu'il qualifie d'austérité de façon unilatérale en sachant par ailleurs que l'Europe débat actuellement d'un ralentissement des efforts en matière de retour à l'équilibre. Bref, le gouvernement wallon va à contre-courant.

2. Brouillard et façadisme Le député Écolo juge que le gouvernement distille ses infos au compte-gouttes en maniant la douche écossaise : on annonce

une mesure, puis on tempère (moratoire sur les primes, titres-services, etc.).

« Une série d'éléments sont toujours inconnus », précise le parlementaire vert. Qui s'aperçoit néanmoins que « le budget n'est clairement pas indolore pour les Wallons ni pour leur pouvoir d'achat ».

En fait, ajoute-t-il, le gouvernement fait du façadisme. « Le prix du titre-service ne va pas augmenter ? Mais il s'agit de son prix facial car son coût pour l'utilisateur va augmenter quand même ».

Pareil pour les OIP et le Forem ajoute-t-il : si leur dotation est indexée de 1 %, c'est pour ensuite appliquer une diminution linéaire de 5 %. Idem pour les TEC.

Et puis, renchérisent les écologistes, « les groupes politiques de la coalition développent un discours autour de la nécessité de faire contribuer les nantis... mais ne sollicitent aucune contribution particulière des revenus les plus élevés ».

3. L'économie mise à mal Selon le groupe Écolo, le budget 2015, avec le moratoire et la réforme des primes et malgré le renforcement du système Ecopack, signe l'arrêt de mort de l'alliance emploi-environnement qui devait booster les filières vertes. La construction, elle, va ramer à

causé des reports d'investissements (340 millions). Et de taper sur le clou : l'augmentation des titres-services, la diminution des budgets de la recherche, celle des crédits à l'expansion économique, la chute des moyens de l'économie sociale : tout cela va nuire, selon Écolo, au pouvoir d'achat et au développement socio-économique wallon.

4. Les enjeux environnementaux évincés Il n'y aura donc pas de seconde alliance Emploi-environnement. Mais, regrette Stéphane Hazée, il n'existe en plus aucune traduction des impulsions annoncées en matière d'économie circulaire.

Rayon mobilité, la diminution serait de l'ordre de 10 % : moins de moyens pour le plan Wallonie cyclable, la politique de co-voiturage ou les plans communaux de mobilité.

5. Où est la solidarité ? Coupes dans les points APE, moins de moyens pour la cellule de reconversion du Forem, serrages de boulons dans le domaine des subventions au secteur associatif, pas de nouvelle impulsion pour le Plan de lutte contre la pauvreté, service public raboté par le non-remplacement de 4 fonctionnaires sur 5 : pour Stéphane Hazée et Écolo, c'est sûr, le budget 2015, c'est de l'anti-social. ■

« Un budget en trompe-l'œil »

Stéphane Hazée, comme chef de file Écolo au Parlement wallon, ce budget, vous le définissez comment en un mot ?

Trompe-l'œil. Ce retour accéléré à l'équilibre sans y être contraint, c'est pour se cacher derrière la cohue fédérale et être le plus loin possible des élections. Et annoncer de meilleures nouvelles un peu avant les suivantes en tablant sur les capacités d'oubli de l'électeur. En plus, rien n'est demandé comme efforts aux revenus les plus élevés. Et ce budget, contrairement à ce que dit le gouvernement ne sera pas indolore pour les Wallons.

Comme les syndicats, vous avez le sentiment que la Région met en place les mêmes mesures d'austérité que le fédéral ?

Pas exactement. C'est plus

marqué encore au fédéral. Mais c'est le même sillon, la même logique d'accélération du rythme de retour à l'équilibre. Rien n'impose au gouvernement de faire 60 % des efforts la première année. D'un point de vue macro-économique, c'est incompréhensible. Tout ça pour jouer les Saint-Nicolas dans deux ans en tablant sur le sens de l'oubli de l'électeur. Aujourd'hui, le gouvernement a les moyens fiscaux de faire payer les plus hauts revenus. Pourquoi ne le fait-il pas ? Il a aussi les moyens de

faire contribuer les banques via la taxe sur les distribu-

teurs et les grands magasins par la taxe sur les caisses enregistreuses qui sont nuisibles à l'emploi. Pourquoi ne s'en sert-il pas ?

Vincent Reuter, le patron de l'Union Wallonne des Entreprises disait hier dans nos colonnes qu'il avait le sentiment que le budget du gouvernement n'était pas prêt. Vous partagez ce point de vue ?

En tout cas, il joue à cache-cache et donne des éléments au compte-gouttes. Pourquoi donne-t-il en octobre des éléments dont ils disposaient déjà au moment de la formation du gouvernement en

juillet ? Pourquoi doit-on attendre maintenant, via des fuites dans la presse, l'impact de certaines mesures fiscales ? Et puis, les textes qui sortent sont truffés de chausse-trappes et de passages secrets. C'est la stratégie de communication qui prédomine. Mais en même temps, ils se prennent les pieds dans le tapis. Dernier élément : le manque de concertation sociale est flagrant. Alors que les nouvelles compétences et l'arrivée de nouveaux moyens financiers justifient pleinement que les partenaires sociaux soient mieux consultés. ■ **M. Dum.**